

# Communiqué de Presse



**L**a Maire de Paris, présidente au Conseil de Surveillance de l'AP-HP convoque, pour la toute première fois, un Conseil de Surveillance extraordinaire de l'AP-HP vendredi 28 février à 16h afin de discuter de la situation préoccupante de notre Institution.

Le constat est alarmant ! L'hôpital public est au bord du gouffre, les mobilisations et les témoignages de l'ensemble des professionnels de la santé restent sans réponse du Ministère. Il y a urgence à y répondre ! Il est de la responsabilité des membres du Conseil de Surveillance et du Directeur Général Martin HIRSH de s'opposer et refuser cette politique de santé !

L'intersyndicale exige des actes et des signes forts du Conseil de Surveillance pour défendre, sauver et garantir l'hôpital public et spécifiquement l'APHP pour une prise en charge de proximité et d'excellence de la population à Paris intra-muros et dans les régions, avec le maintien de tous ses hôpitaux ainsi que de son statut !

Par ailleurs l'APHP est un service public trop important pour être l'objet de politique politicienne de la part de l'ex ministre de la santé (Agnès BUZIN). Sa communication sur le coronavirus est indigne.

Les hospitaliers n'oublient pas que Madame Agnès Buzyn est directement responsable de l'étranglement budgétaire et financier avec la loi santé « Ma santé 2022 » qui détruit l'hôpital public. Et qui, par le gouvernement Macron, dont elle applique les réformes à l'hôpital public, ainsi que sa politique de santé est également responsable de la dégradation des conditions de travail des personnels menaçant la qualité des soins et mettant en danger la population !

Il ne manquerait plus que Madame Agnès Buzyn, ex Ministre de la Santé, ayant pour ambition de conquérir la Mairie de Paris, prenne la présidence du Conseil de Surveillance alors qu'elle est directement responsable de l'étranglement budgétaire et financier avec la loi santé « *Ma santé 2022* » qui détruit l'hôpital public. Et qui, par le gouvernement Macron, dont elle applique les réformes à l'hôpital public, ainsi que sa politique de santé est également responsable de la dégradation des conditions de travail des personnels menaçant la qualité des soins et mettant en danger la population !

Le pays étant de nouveau en situation de crise sanitaire majeure (après l'épidémie de grippe récente qui a fait de nombreuses victimes en majorité chez les personnes âgées), il est fait appel au service public et à ses agents qui doivent se mobiliser dans l'urgence sans plus de moyens supplémentaires, alors que depuis un an, ils sont en action pour dénoncer un manque de moyen intolérable qui ne leur permet plus de travailler dans des conditions décentes et en sécurité pour eux et leurs patients.

Bien entendu les personnels font leur possible pour répondre aux besoins de la population, mais il est clair que dans la situation actuelle de dégradation extrême de fonctionnement de l'hôpital public et plus spécifiquement de l'APHP, la crise liée au coronavirus risque d'aboutir à des situations de rupture.

Nous rappelons l'urgence de la réponse aux revendications portées par les organisations syndicales, les collectifs et les associations de citoyens. Elles s'articulent principalement autour de trois axes :

- création de postes à hauteur des besoins,
- Augmentation des salaires,
- Arrêt des fermetures de lits et de services, des fermetures ou fusions d'hôpitaux de structures et d'établissements.



# Communiqué de Presse



La seule réponse de la part du nouveau ministre de la santé (Olivier VERAN) et de ce gouvernement doit être la décision d'une augmentation immédiate des budgets hospitaliers à un niveau de 5% (ONDAM) comme l'exigent l'ensemble des organisations syndicales et des personnels qu'ils représentent, ainsi que les collectifs et les associations de citoyens.



Face à une situation d'urgence, il faut savoir reconnaître ses erreurs. Nous disons à la Direction générale de l'APHP, au ministre de la santé ainsi qu'à ce gouvernement que face à une situation d'urgence, il faut savoir reconnaître ses erreurs et les corriger immédiatement avant qu'une catastrophe sanitaire durable à tous les niveaux ne se déclare et s'étende !

